

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article unique. L'article 3 de l'arrêté ministériel du 11 janvier 1987 relatif à l'exercice de l'emploi et aux prestations de service des militaires des cadres actifs au-dessous du rang d'officier des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les prestations de service ininterrompues qui entrent en considération pour le paiement d'une allocation fixée aux articles 1er, 2, 3 et 5, § 2, § 3, § 4, 1^o, 3^o, 4^o et § 5 ainsi qu'à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 avril 1987 réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical sont, en vue de la détermination de la durée moyenne des prestations de service au cours d'une période de référence, calculées forfaitairement à concurrence de huit heures par jour calendrier si ces prestations sont exécutées du lundi au vendredi, sauf si un de ces jours est un jour férié

Cette dernière exclusion ne vaut pas pour les prestations de service ininterrompues visées à l'article 5, § 2 et § 3.

Les prestations de service de 24 heures prévues aux articles 2.1^o, 3, 4.1^o et 5, § 5 de l'arrêté ministériel précité qui prennent cours soit le samedi, soit le dimanche si elles se terminent un jour férié, soit un jour férié si elles se terminent le samedi, sont aussi imputées forfaitairement à concurrence de huit heures par jour.

Les prestations de service d'au moins 10 heures prévues à l'article 5, § 4, 1^o effectuées le samedi, le dimanche ou pendant un jour férié sont également imputées forfaitairement à concurrence de huit heures par jour. »

Bruxelles, le 29 avril 1987.

F.-X. de DONNEA

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Enig artikel. Artikel 3 van het ministerieel besluit van 11 januari 1987 betreffende de uitoefening van het ambt en de dienstprestaties van de militairen beneden de rang van officier van de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De ononderbroken dienstprestaties die in aanmerking genomen worden voor de uitkering van een toelage bepaald in de artikelen 1, 2, 3 en 5, § 2, § 3, § 4, 1^o, 3^o, 4^o en § 5 alsook in artikel 6 van het ministerieel besluit van 29 april 1987 houdende toekenning aan sommige categorieën van militairen van de land-, lucht- en de zeemacht en de medische dienst van bijkomende toelagen worden, met het oog op het bepalen van de gemiddelde duur van de dienstprestaties gedurende een referentieperiode, forfaitair aangerekend tot een beloop van acht uur per kalenderdag indien deze prestaties uitgevoerd worden van maandag tot vrijdag, behalve indien één van deze dagen een feestdag is.

Deze laatste uitsluiting geldt niet voor de ononderbroken dienstprestaties bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3.

De dienstprestaties van 24 uur voorzien in de artikelen 2.1^o, 3, 4.1^o en 5, § 5 van het voormeld ministerieel besluit die een aanvang nemen hetzij op zaterdag, hetzij op zondag indien ze beëindigd worden op een feestdag, hetzij op een feestdag indien ze beëindigd worden op zaterdag, worden eveneens forfaitair aangerekend tot een beloop van acht uur per dag.

De dienstprestaties van tenminste 10 uur voorzien in artikel 5, § 4, 1^o die uitgevoerd worden op zaterdag, zondag of feestdag worden eveneens forfaitair aangerekend tot een beloop van acht uur per dag. »

Brussel, 29 april 1987.

F.-X. de DONNEA

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 899

19 MARS 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant le titre I^{er} du Règlement pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par la loi du 22 juillet 1974;

Vu le Règlement général pour la protection du travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, notamment le titre I^{er}, chapitre II;

Considérant que la rubrique n^o 140^{ter} du tableau A du chapitre II du titre I^{er} du Règlement général pour la protection du travail telle qu'elle est libellée, exclut du champ d'application du titre I^{er} de nombreux types de déchets à caractère industriel;

Considérant que la rubrique n^o 7 du tableau B du chapitre II, titre I^{er}, de ce même règlement n'inclut pas nommément dans la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes, divers types de déchets provenant de la consommation des ménages;

Considérant que dès lors, certains déchets qui ne sont pas visés par la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes peuvent être mis en dépôt sans autorisation préalable de l'autorité administrative compétente, et par conséquent, sans contrôle;

Considérant que l'exploitation de telles décharges est cependant de nature à générer pour les riverains des inconvénients dus aux dégagements de poussières, aux incendies, parfois à la prolifération de rongeurs, au bruit produit par les engins de manutention et de compactage;

Considérant que la multiplication de ces décharges non contrôlées constitue une incitation à la mise en dépôt illégale de tous types de déchets mélangés, sans triage ni sélection préalable;

Considérant que cette pratique est susceptible d'entraîner des pollutions graves de l'environnement;

Considérant dès lors qu'une intervention rapide des autorités compétentes est indispensable pour éviter une aggravation irréversible de la situation;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Son Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er}, chapitre II, A, du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 18 mai 1973, 18 juillet 1973, 14 avril 1975, 9 mars 1976, 12 mars 1976 et 3 août 1977, et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1986, il est inséré un n° 140^{quater}, rédigé comme suit :

Numérotage	Désignation des industries, dépôts, etc. dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Indication de la nature de leurs inconvénients
140 ^{quater}	En Région wallonne, déchets inertes, à l'exception : a) des eaux résiduaires b) des déchets classés, visés par d'autres rubriques c) des mitrilles et véhicules usagés Dépôts de déchets inertes tels que terres, pierres, pierrailles, roches, cendres volantes provenant de chaudières chauffées au charbon pulvérisé ou non, ou au moyen de combustible solide ou liquide, ou pâteux, matériaux provenant de la démolition de bâtiments et d'ouvrages d'art, matériaux provenant de chantiers routiers ou autoroutiers, laitiers et scories de l'industrie sidérurgique, à l'exception des déversements de terres naturelles ou pierres et briquillons exécutés en vue de l'aménagement des propriétés privées (aménagement de jardins, création de réseaux de drainage, etc.)	1	Poussières, risque d'incendie, bruit des engins

Art. 2. Dans le titre I^{er}, chapitre II, B, du Règlement général pour la Protection du Travail, approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946 et modifié par les arrêtés royaux des 11 septembre 1970, 17 septembre 1976, 6 avril 1977, 1^{er} juin 1977, 14 octobre 1977 et 3 avril 1979, et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 mai 1985, il est inséré un n° 7 bis, rédigé comme suit :

Numérotage	Désignation des industries, dépôts, etc. dangereux, insalubres ou incommodes	Classe	Indication de la nature de leurs inconvénients
7 bis	Immondices :		
	a) dépôts de scories provenant de l'incinération d'immondices d'origine ménagère b) dépôts d'objets résultant de la consommation des ménages	1 1	Poussières, bruit des engins Poussières, pullulation de rongeurs, risque d'incendie, bruit d'engins

Art. 3. L'article 25, alinéa 2, du chapitre I^{er}, titre I^{er}, du Règlement général pour la protection du travail, n'est pas applicable aux établissements visés par les articles 1^{er} et 2 du présent arrêté. Les exploitants de ces établissements sont tenus d'introduire dans le délai de trois mois suivant la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, une demande d'autorisation dans les formes prévues par l'article 3 du chapitre I^{er}, titre I^{er}, du Règlement général précité.

Art. 4. Le Ministre de la Région wallonne ayant l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 899

**19. MÄRZ 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Abänderung des Titels I der durch Regentenerlass vom 11. Februar 1946
genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung**

Die Wallonische Regionalexekutive,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Inspektion der gefährlichen, ungesunden oder lästigen Betriebe, und über die Überwachung der Dampfmaschinen und -kessel, in der Fassung des Gesetzes vom 22. Juli 1974;

Aufgrund der durch Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, insbesondere des Titels I, Kapitel II;

In Anbetracht, dass die Rubrik Nr. 140ter der Tabelle A von Kapitel II des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, in ihrer derzeitigen Fassung zahlreiche Arten von Abfällen industriellen Charakters aus dem Anwendungsbereich des Titels I ausschliesst;

In Anbetracht, dass die Rubrik Nr. 7 der Tabelle B von Kapitel II, Titel I dieser selben Ordnung nicht namentlich verschiedene Arten von Abfällen, die aus dem Verbrauch der Haushalte stammen, in das Verzeichnis der gefährlichen, ungesunden und lästigen Betriebe einfügt;

In Anbetracht, dass demzufolge gewisse, nicht im Verzeichnis der gefährlichen, ungesunden und lästigen Betriebe erwähnte Abfälle, ohne vorherige Erlaubnis der zuständigen Behörde und folglich ohne Kontrolle deponiert werden können;

In Anbetracht, dass der Betrieb solcher Deponien jedoch dazu angetan ist, durch Staubbildung, Brände, oft starke Vermehrung von Nagetieren, Förder- und Verdichtungsmaschinenlärm zu Belästigungen bei den Anliegern zu führen;

In Anbetracht, dass die zunehmende Anzahl dieser unkontrollierten Deponien zum illegalen Deponieren von allen Arten Mischabfällen, ohne vorherige Aussonderung und Sortierung, verleitet;

In Anbetracht, dass diese Praktiken zu schweren Verschmutzungen der Umwelt führen können;

In Anbetracht, dass demnach ein rasches Eingreifen der zuständigen Behörden unbedingt erforderlich ist, um eine irreversible Verschlechterung der Lage zu vermeiden;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag ihres Ministers der Umwelt und der Landwirtschaft;

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Titel I, Kapitel II, A, der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten und durch die Königlichen Erlasse vom 10. Februar 1970, 18. Mai 1973, 18. Juli 1973, 14. April 1975, 9. März 1976, 12. März 1976 und 3. August 1977, und durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1986 abgeänderten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, wird eine wie folgt lautende Nr. 140quater, eingefügt :

Numerierung	Bezeichnung der gefährlichen, ungesunden oder lästigen Industrien, Lager, usw.	Klasse	Angabe der Art ihrer Nachteile
140quater	In der Wallonischen Region, inerte Abfälle, mit Ausnahme : a) der Abwässer b) der in anderen Rubriken erwähnten, klassierten Abfälle c) des Schrotts und der Gebrauchtwagen Deponien für inerte Abfälle, wie Erdreich, Steine, Schotter, Felsblöcke, Flugstaub von Heizkesseln, die mit Kohle oder Kohlenstaub, oder mit festen oder flüssigen, oder pastenartigen Brennstoffen gefahren werden, Abbruchmaterial von Gebäuden oder Kunstbauten, Material von Strassen- oder Autobahnbaustellen, Eisenhütenschlacken, mit Ausnahme des Abladens von natürlichem Erdreich oder Steinen und Ziegelschutt, das hinsichtlich der Gestaltung von Privatgrundstücken (Anlage von Gärten, Drainagenetzen, usw.) erfolgt	1	Staub, Brandgefahr, Maschinenlärm

Art. 2. In Titel I, Kapitel II, B, der durch den Regentenerlass vom 11. Februar 1946 genehmigten und durch die Königlichen Erlasse vom 11. September 1970, 17. September 1976, 6. April 1977, 1. Juni 1977, 14. Oktober 1977 und 3. April 1979, und durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Mai 1985 abgeänderten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung wird eine wie folgt lautende Nr. 7bis eingefügt :

Numerierung	Bezeichnung der gefährlichen, ungesunden oder lästigen Industrien, Lager, usw.	Klasse	Angabe der Art ihrer Nachteile
7bis	Müll : a) Ablagerung von Rückständen aus der Verbrennung von Haushaltsmüll b) Ablagerung von Gegenständen aus dem Verbrauch der Haushalte	1 1	Staub, Maschinenlärm Vermehrung von Nagetieren, Brandgefahr, Maschinenlärm

Art. 3. Artikel 25, Absatz 2, von Kapitel I, Titel I, der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung findet keine Anwendung auf die in den Artikeln 1 und 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Betriebe. Die Inhaber dieser Betriebe sind verpflichtet, innerhalb einer Frist von drei Monaten nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt*, einen Genehmigungsantrag gemäss den in Artikel 3 von Kapitel I, Titel I, der vorerwähnten Allgemeinen Ordnung vorgesehenen Formen einzureichen.

Art. 4. Der für die Umwelt zuständige Minister der Wallonischen Region wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 19. März 1987.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 899

19 MAART 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot wijziging van titel I van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen, en op de stoomtuigen en stoomketels, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1974;

Gelet op het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd door het besluit van de Regent van 11 februari 1946, inzonderheid op titel I, hoofdstuk II;

Overwegende dat rubriek nr. 140^{ter} van tabel A, hoofdstuk II, titel I, van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming luidend als volgt, talrijke soorten afval met industriële kenmerken van het toepassingsgebied van titel I uitsluit;

Overwegende dat rubriek nr. 7 van tabel B, hoofdstuk II, titel I, van hetzelfde reglement in de lijst van de gevaarlijke inrichtingen verschillende soorten afval voorkomend van gezinsverbruik niet met naam insluit;

Overwegende derhalve dat bepaalde afvalstoffen die geen deel uitmaken van de lijst van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen, zonder voorafgaande vergunning van de bevoegde administratieve overheid en derhalve zonder controle gestort kunnen worden;

Overwegende dat de exploitatie van die stortplaatsen evenwel van aard is hinder voor de burens aan te brengen, te wijten aan stof, brand, soms aan de wildgroei van knaagdieren, aan geluidshinder van de manutentioneel verdichtingsapparaten;

Overwegende dat de vermenigvuldiging van die ongecontroleerde stortplaatsen tot gevolg heeft alle soorten vermengde afval zonder sortering noch voorafgaande selectie onwettig worden gestort;

Overwegende dat die praktijk het leefmilieu ernstig vervuilen kan;

Overwegende derhalve dat een snelle interventie van de bevoegde overheid noodzakelijk is om een onomkeerbare verslechtering in de toestand van het leefmilieu te vermijden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van haar Minister van het Leefmilieu en de Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In titel I, hoofdstuk II, A, van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd door het besluit van de Regent van 11 februari 1946 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 18 mei 1973, 18 juli 1973, 14 april 1975, 9 maart 1976, 12 maart 1976 en 3 augustus 1977, en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1986 wordt een nr. 140^{quater}, luidend als volgt, ingevoegd :

Nummering	Opgaaf van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke industrieën, opslagplaatsen	Klasse	Opgaaf van de aard van de hinder ervan
140 ^{quater}	In het Waalse Gewest, inerte afval, met uitzondering van : a) afvalwater b) ingedeelde afval bedoeld bij andere rubrieken c) schroot en versleten voertuigen Opslagplaatsen voor inerte afval zoals aarde, stenen, steenslag, gesteenten, vliegias voortkomend van met poederkool of met vaste, vloeibare of dikke brandstoffen gestookte ketels, materialen voortkomend van de vernietiging van gebouwen en kunstwerken, materialen voortkomend van wegen- of autosnelwegbouwwerken, staalslakken en stofdeeltjes van de ijzer- en staalindustrie, met uitzondering van stortingen van natuurlijke aard of van stenen en baksteenpuinen uitgevoerd met het oog op de inrichting van private eigendommen (inrichting van tuinen, oprichting van ontwateringsnetten)	I	Stof, gevaar voor brand, machinelawaai

Art. 2. In het kader van titel I, hoofdstuk II, B, van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 september 1970, 17 september 1976, 6 april 1977, 1 juni 1977, 14 oktober 1977 en 3 april 1979, en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 mei 1985, wordt een nr. 7bis, luidend als volgt, ingevoegd :

Nummering	Opgaaf van de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke industrieën, opslagplaatsen	Klasse	Opgaaf van de aard van de hinder ervan
7bis	Vuilnis :		
	a) opslagplaatsen voor slakken voortkomend van verbranding van huisvuil	1	Stof, machinelawaai
	b) opslagplaatsen voor voorwerpen voortkomend van gezinsverbruik	1	Stof, vermenigvuldiging van knaagdieren, gevaar voor brand, machinelawaai

Art. 3. Artikel 25, tweede lid, van hoofdstuk I, Titel I, van het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming is niet van toepassing op de door de artikelen 1 en 2 van dit besluit bedoelde inrichtingen. De ondernemers van die inrichtingen zijn ertoe gehouden binnen drie maanden na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, een aanvraag om vergunning in de door artikel 3 van hoofdstuk I, titel I, van het hierboven vermelde Algemeen Reglement voorziene vormen in te dienen.

Art. 4. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,
de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

F. 87 — 900

26 MARS 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon accordant une subvention à la Fondation rurale de Wallonie

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6;
Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;
Vu le décret du 23 décembre 1986 contenant le budget de la Région wallonne pour l'année 1986;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;
Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie Rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est octroyé à la Fondation rurale de Wallonie, une subvention annuelle d'un montant de dix-sept millions huit cent trente mille francs pour lui permettre de remplir les missions lui confiées par l'Exécutif régional wallon.

Cette subvention est à imputer à charge de l'article 30.01, section 42, du titre I du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année 1987 — partie Ministère.

Art. 2. Les modalités de paiement et d'utilisation de la subvention mentionnée à l'article 1^{er} sont réglées par voie de convention.

Art. 3. Le Ministre de la Région wallonne qui a la rénovation rurale dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 mars 1987.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 87 — 900

26. MÄRZ 1987. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Gewährung einer Subvention an die Ländliche Stiftung Walloniens

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6;
Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 betreffend die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung von Subventionen;